

Les Macroniens de la fonction publique n'ont aucune solidarité avec le secteur privé qui souffre le plus

écrit par Maxime | 7 juin 2017

Toujours aussi agréables à lire, [les articles du Routier](#).

Il faudrait troquer le volant contre la plume et sortir un livre, il y a du talent. ?

Mais vous n'envisagez que le secteur privé dans votre article. C'est lui qui souffre le plus. Il suffit de regarder les annonces se rapportant à des redressements ou liquidations judiciaires dans la presse ; la plupart du temps, c'est une dette fiscale ou sociale qui fait plonger tous ces artisans ou commerçants.

Parmi les macroniens, il y a beaucoup de gens issus de la fonction publique, qui se croient protégés à vie des problèmes économiques.

Ils ne sont pas solidaires du secteur privé, de ces « gens-qui-n'ont-qu'à-passer-le-concours » et ne sont bons qu'à les engraisser.

Certains postes de la fonction publique ne méritent pas une protection particulière ; je songe notamment à la masse ahurissante d'administratifs dans certains secteurs. Qu'on protège particulièrement le prof de philo ou de latin qui, s'il pouvait être licencié pour raison économique, ne pourrait pas retrouver de travail facilement se comprend, mais qu'on puisse procéder à une cure d'amaigrissement en cas d'insuffisance de budgets sur d'autres postes ne me choquerait pas.

Alors, souhaiter des difficultés économiques aux Français pour

qu'ils se réveillent supposerait aussi que certains ne se croient plus ultra-protégés et créanciers de la Nation quoi qu'il arrive.

Cela aiderait à reconstituer un peu de solidarité entre les Français, le mal principal de mon point de vue...

C'est « chacun pour sa gueule » plus que jamais à notre époque.

Au moins, il y a quelques mesures du programme de Macron qui sont intéressantes : fin des régimes spéciaux de retraite, fin de certains privilèges injustifiés... (1)

En revanche, la France de Macron prépare une France de pauvres.

En effet, il y a une mesure de valorisation des salaires qui profitera spécialement aux smicards.

La « smicardisation » des salaires va donc se poursuivre, même pour les très diplômés (9,7 € brut de l'heure pour un juriste à bac+5 en Auvergne), puisque l'Etat compensera le faible salaire, ce qui peut être vu comme une incitation au smic.

Les indépendants auront droit au chômage, tout comme les démissionnaires.

Pour éviter l'effondrement général, on va donc assister à un tassement des salaires des actifs sur un SMIC amélioré et pléthore d'assistés bénéficiant d'un retour de cotisations sociales.

La tache qui saute aux yeux alors, c'est les **15.000 euros pour l'emploi d'un habitant des quartiers**, privilège totalement injustifié qui prend acte de la partition en créant un régime différent selon la zone où l'on habite, ce qui est contraire à la Constitution qui proclame l'égalité de droits entre citoyens dans une France une et indivisible.

Quant à savoir pourquoi on devra se faire enrichir davantage encore par le Maghreb, c'est un mystère...

Continuation de la politique Eurabia ?

Volonté d'éviter un effondrement de ces régimes au profit de djihadistes ? Il suffirait de cesser cette politique de solidarité internationale envers l'Afrique pour que ce souci disparaisse. Chaque peuple redevient responsable de sa situation politique.

Mais alors, sans doute existe-t-il une crainte de la perte du soutien de l'électorat issu des pays ainsi que des bobos compatissants, recrutés en priorité, encore une fois, dans cette fonction publique qui se croit à l'abri des soucis économiques de la France et qui, habituée par idéologie à ne pas stigmatiser, ne voit dans les problèmes sécuritaires que le fait de « déséquilibrés » envers lesquels la France serait coupable, puisque l'Etat-providence doit tout et est responsable de tout...

(1) Note de Christine Tasin

Le scandale n'est pas qu'il y ait des régimes spéciaux le scandale est de ne pas aligner tout le monde sur les régime spéciaux. Les avantages, dus ou indus, liés à des nuisances ou à des luttes sociales existent. L'alignement vers le bas est démotivant, démoralisant, et bon... pour les immigrés qui arrivent et sont prêts à travailler pour des salaires de misère, pour des conditions de misère, entraînant le reste des salariés derrière eux. Paupérisations, dégoût d'aller travailler, perte de motivation, et fins de mois plus que difficiles, voici ce qui attend chacun avec Macron.